



Assemblée parlementaire de la Francophonie

**La Roumanie, “État-phare” de la Francophonie - Les perspectives
francophones au sein de l’Union européenne**

Bucarest (Roumanie)

23-26 mai 2021

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le ministre de l'Education et Président de l'Agence universitaire de la Francophonie, Cher Sorin Cimpeanu,

Monsieur le Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères,

Monsieur le Président de la section roumaine de l'APF, cher Florin-Alexandru Alexe,

Mesdames et Messieurs les parlementaires membres de la section roumaine de l'APF,

Madame la Présidente du GADIF, Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique,

Mesdames et Messieurs les directeurs des institutions francophones,

Mesdames et Messieurs les représentants de la Chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie,

Mesdames et Messieurs, chers amis de la Francophonie,

C'est avec grand plaisir que je reviens en Roumanie, dans ce pays où s'épanouit une Francophonie d'amour, une Francophonie vibrante, une Francophonie des peuples à laquelle nous aspirons toutes et tous. Dans ce pays qui a vu naître tant d'illustres écrivains qui ont fait le choix de la langue française pour déployer leurs génies, d'Eugène Ionesco à Emil Cioran, en passant par Tristan Tzara et Panait Istrati.

Ce qui fait la force et la vitalité de la Francophonie roumaine, c'est qu'il s'agit d'une Francophonie choisie, en opposition aux pays francophones issue de la colonisation. En Roumanie, la langue française relève d'un véritable choix politique et, jusqu'à une époque récente, d'un militantisme pour la liberté. En Roumanie, le choix de la Francophonie, c'est le choix d'adhérer aux valeurs et aux idéaux des nations européennes modernes.

C'est toujours avec émotion que je retrouve Bucarest, cette ville où la Francophonie peut se sentir à tous les coins de rues. Ce n'est pas un hasard si Bucarest est la première ville d'Europe à disposer d'une place de la Francophonie sur laquelle s'érige le buste de Léopold Sédar Senghor. J'ai assisté à son inauguration. Comme

un symbole, ce buste tourné vers les parlementaires fait résonner en ce lieu cette phrase de Senghor : **« Ce sont les peuples qui, par l'intermédiaire de leurs élus, pousseront les gouvernements à aller de l'avant »**. Je voudrais donc commencer par rendre hommage aux élus roumains, aux parlementaires francophones qui portent la voix et les aspirations des populations qu'ils représentent et qui font vivre la Francophonie. Je voudrais d'ailleurs rappeler que l'adhésion de la section roumaine à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, qui s'appelait alors l'Association internationale des parlementaires de langue française, a eu lieu dès 1976, soit près de 17 ans avant l'adhésion de la Roumanie à l'Organisation internationale de la Francophonie. Aujourd'hui, la vitalité exemplaire de la Francophonie parlementaire roumaine doit guider notre action et nous inspirer. Mais nous devons aussi nous appuyer sur votre engagement. Nous avons besoin de vous pour trouver des solutions aux questions politiques que nous rencontrons au sein de notre espace francophone.

Permettez-moi donc de remercier chaleureusement la section roumaine, et plus particulièrement son Président, cher Florin-Alexandru ALEXE, de nous accueillir aujourd'hui pour cet échange autour du thème « La Roumanie « Etat-phare de la Francophonie – les perspectives francophones au sein de l'Union européenne ».

Education, enseignement et institutions francophone

Oui, la Roumanie est un Etat-phare de la Francophonie. Dans ce pays latin, la langue française est placée au cœur du système éducatif.

L'histoire de l'apprentissage de la langue française en Roumanie est une histoire longue de plus de deux siècles. Dès la fin du XVIII^{ème} siècle, la langue française est introduite parmi les disciplines obligatoires de l'Ecole supérieure de Bucarest. En 1830, la langue française est progressivement inscrite au programme des écoles de Bucarest et Iasi. Aujourd'hui, le français occupe encore une place de choix dans le système éducatif roumain et je voudrais souligner, en présence du Ministre Cîmpeanu, le travail remarquable menée par le Ministère de l'Education roumain pour renforcer la place de la langue française au sein des établissements scolaires roumains. Les chiffres parlent d'eux même. Sur les 14 000 professeurs de français

dans les pays d'Europe centrale et orientale, près de 8 000 enseignent en Roumanie. Le pays compte également plus de soixante lycées bilingues franco-roumains, une trentaine d'universités disposant d'une filière francophone et un Collège juridique franco-roumain d'études européennes qui est un magnifique exemple du dynamisme de la Francophonie européenne.

Pour l'épauler dans son travail de renforcement de l'apprentissage de la langue française, les autorités roumaines peuvent compter sur l'appui de nombreuses institutions présentes ici, en Roumanie. L'Agence universitaire de la Francophonie, représentée aujourd'hui par son Président et son Directeur régional, compte près de 40 établissements membres en Roumanie. Le programme des bourses « Eugène Ionesco » mis en place au lendemain du Sommet de Bucarest en partenariat avec le Ministère des Affaires étrangères roumain et destiné aux chercheurs francophones inscrits dans l'une des universités membres de l'AUF est un modèle de réussite pour la Francophonie universitaire. Chaque année, des boursiers originaires de l'ensemble des pays se rendent en Roumanie et incarnent le dynamisme francophone.

Je voudrais également féliciter la Directrice de l'Institut français de Roumanie pour le rôle éducatif majeur que joue l'institution dont elle a la charge pour faire rayonner le français et la langue française dans l'ensemble du pays.

Forte de cet ancrage linguistique, la Roumanie a fait le choix politique de rejoindre la Francophonie institutionnelle et en est progressivement devenue l'un des piliers. En 2006, elle est devenue le deuxième pays européen, après la France, à organiser un Sommet de la Francophonie. Consacrée « Etat-Phare » de la Francophonie au lendemain de ce Sommet, la Roumanie incarne aujourd'hui, plus que jamais, la force du projet francophone et les valeurs de démocratie, de paix, de partage et de dialogue qui le caractérisent.

La vitalité de la Francophonie roumaine s'explique par l'action conjuguée de nombreux acteurs et je voudrais également rendre hommage au travail remarquable que mène chacune des institutions qui sont établies à Bucarest et dans toute la Roumanie. Vous êtes, chacune et chacun d'entre vous, les porte-

étendards de la Francophonie. Ensemble, vous faites rayonner cette langue française que nous avons en partage et les valeurs qui lui sont attachées.

Je tiens également à mettre en avant l'action de terrain de l'ensemble du corps diplomatique francophone, et plus particulièrement du GADIF, auprès de la jeunesse roumaine afin de construire la Francophonie de l'avenir.

Enfin, je me réjouis de la présence de représentants de la Chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie. En effet, les valeurs et la langue qui nous rassemblent au sein de l'espace francophone sont également des atouts pour le renforcement des échanges économiques. L'implantation de fleurons industriels tels Dacia ou Airbus nous fournit la preuve de la vitalité de la Francophonie économique. Demain, nous nous irons d'ailleurs visiter le site d'Airbus Helicopters à Brasov.

La Francophonie institutionnelle est aussi une Francophonie des peuples, comme en témoigne le succès, cette année encore, de la Journée internationale de la Francophonie en Roumanie.

Le pays est traversé par un bouillonnement d'initiatives francophones lancées par les populations. Pour s'en rendre compte, il suffit de se rendre à la librairie Kyralina, baptisée ainsi en hommage à Panait Istrati qui, grâce au travail remarquable de Sidaine Mezaire est devenue l'un des hauts lieux de la Francophonie à Bucarest et en Roumanie. Au 6 de la Rue Emile Zola, la Villa Noël, construite sur le modèle de la Villa Medici, est un véritable bouillon de culture. Le Journal Regard, qui dispose de correspondants en Bulgarie et en Hongrie est également une magnifique illustration de cette Francophonie des peuples.

En 2017, Bucarest a accueilli la Conférence des femmes de la Francophonie autour des thèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat féminin. La Francophonie roumaine, sous l'impulsion du Réseau francophone pour l'égalité femmes-hommes, est aujourd'hui résolument engagée dans la lutte pour l'égalité femmes-hommes et soutient les projets des femmes en Roumanie et dans l'ensemble de l'espace

francophone. L'APF soutient cet engagement à travers son Réseau des femmes parlementaires.

Bien évidemment, Bucarest, temple de la Francophonie en Europe centrale et orientale, abrite également le Bureau régional de l'OIF. M. Eric Poppe, ensemble créons la synergie entre les parlementaires et les gouvernements de l'Europe centrale et orientale pour porter haut et fort la voix de la Francophonie avec un F majuscule. Porter également cette voix francophone au sein de l'Union européenne.

Car oui, si la Roumanie est un phare pour la Francophonie, elle l'est également pour l'Union européenne. Elle incarne le projet européen et sa devise : « Unis dans la diversité ». En tant que représentants des organisations francophones, nous devons unir nos forces pour que la Francophonie devienne un acteur de premier plan au sein de l'Union européenne.

Gardons en tête que sur les 27 Etats-membres de l'Union européenne, 17 sont également membres de l'OIF. Alors qu'aujourd'hui chaque pays avance en ordre dispersé, il est important que nous mutualisions nos actions pour renforcer notre poids politique.

Ensemble et seulement ensemble, nous avons l'opportunité de faire vivre le rêve européen à travers la promotion des valeurs de la Francophonie. Pour cela, nous avons besoin d'un véritable programme politique. L'APF est à l'offensive autour de trois priorités :

Le **premier combat** que nous devons mener est celui de la langue française et du multilinguisme au sein des institutions européennes. Alors que le Royaume-Uni vient de quitter l'Union européenne, l'hégémonie de l'anglais augmente pourtant chaque jour, au détriment de la langue française et des autres langues européennes.

Il y a deux ans, c'est ici, à Bucarest, que l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, à l'occasion de la Conférence des Présidents de sections de la Région Europe, avait débattu de la place de la Francophonie et de la langue française au sein des institutions européennes au lendemain du Brexit. Nous avons invité les

Etats membres de la Francophonie qui sont aussi membres de l'Union européenne à déterminer ensemble une stratégie en vue de promouvoir le français comme langue de travail au sein des instances européennes.

Cette Déclaration de Bucarest doit nous servir de boussole. Pourtant, trois années se sont écoulées et, force est de constater, que notre action n'est pas encore assez coordonnée. Pour faire en sorte que vive le rêve des fondateurs de l'Union européenne, les acteurs francophones doivent avancer de concert afin d'apporter une réponse politique claire : nous refusons l'hégémonisme linguistique qui frappe à notre porte. L'APF a fait de cette question l'une des priorités de son cadre stratégique 2019-2022. En 2019, nous avons adopté 31 recommandations pour promouvoir le français et le multilinguisme au sein des institutions européennes. Ce document doit nous servir de guide.

En mars dernier, à l'occasion de la journée internationale de la Francophonie, nous avons envoyé un questionnaire à l'ensemble des eurodéputés afin de connaître leur sentiment sur la place et le respect du multilinguisme au sein du Parlement européen. Les réponses à ce questionnaire. Des eurodéputés assistent à la disparition du multilinguisme européen et en pâtissent dans le cadre de l'exercice de leur mandat. L'APF compte réagir avec force. A travers le renouveau de notre section au sein du Parlement européen, nous comptons être un acteur majeur du combat qui s'annonce et qui sera au cœur des priorités de la prochaine présidence française de l'Union européenne en 2022. Nous comptons sur les eurodéputés roumains et d'Europe centrale et orientale pour se joindre à nous et obtenir le retour du multilinguisme et du français au sein de l'Union européenne qui doit généraliser la traduction en son sein. N'oublions pas les mots d'Umberto Eco, « La langue de l'Europe c'est la traduction ». En même temps, c'est renforcer l'apprentissage des langues étrangères (ERASMUS) dans tous les Etats membres.

La **seconde priorité** doit être le développement d'une Francophonie économique. Cette question est pleinement inscrite à l'agenda de la Commission de la coopération et du développement de l'APF. Sur ce point, les perspectives sont immenses. En effet, l'unilinguisme fait obstacle au développement d'un véritable espace économique européen. La combat pour le maintien de la langue française

est également celui du renforcement des échanges économiques non seulement au sein de l'Union européenne mais également entre l'Union européenne et les autres régions de l'espace francophone, notamment en Afrique. Le développement rapide des économies africaines constitue une opportunité majeure pour l'Union européenne. Nous devons renforcer notre partenariat avec l'Organisation mondiale du Commerce afin que la Francophonie se saisisse pleinement de cet enjeu majeur. Permettez-moi de faire résonner dans cette enceinte les mots d'Abdou Diouf : « La Francophonie est dans son rôle lorsqu'elle se préoccupe d'économie ». Ne l'oublions pas !

Enfin, la réglementation du numérique doit être **notre troisième priorité**. Il en va tout à la fois de l'avenir de la Francophonie et de celui de l'Union européenne. Aujourd'hui, le numérique est devenu un espace interplanétaire de manipulation de l'opinion publique qui peut nuire à la démocratie. La domination des **GAFA** et des **BATX** menace directement la souveraineté des Etats et les libertés individuelles de nos concitoyens. Ces entreprises disposent d'un pouvoir démesuré. Elles ont le pouvoir de contrôler la vie politique et d'influencer l'opinion. Elles sont plus riches que certains Etats mais elles n'ont aucune velléité sociale. Leur objectif, c'est le profit. Aujourd'hui, elles n'ont de compte à rendre à personne et échappe au contrôle de nos Etats.

Il faut que nous retrouvions notre souveraineté. Les pays francophones de l'Union européenne et du monde entier doivent se coaliser pour légiférer s'ils veulent avoir une chance de faire entendre leurs voix. Ensemble, nous devons bâtir une gouvernance équitable, une gouvernance au profit des populations.

L'Assemblée parlementaire a fait de ce combat sa principale priorité. Les 5 et 6 mai derniers, nous avons réuni les parlementaires francophones et les acteurs de la Charte de la Francophonie lors d'une grande conférence sur la réglementation du numérique. Nous sommes associés à l'Union francophone qui, à travers l'énergie de son fondateur Christian Cappe, est en première ligne, pour faire émerger une coalition francophone. Du 9 au 11 juin, l'APF se tiendra aux côtés de l'Union francophone lors des rencontres de l'océan Indien. Ensemble, et avec l'aide des parlementaires, nous rédigerons un livre blanc sur la régulation des acteurs du

numérique. Nous présenterons des recommandations aux chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie lors du prochain Sommet de Djerba en novembre 2021.

La situation est compliquée mais l'histoire n'est jamais écrite d'avance. Elle n'obéit à aucun déterminisme. Si la décennie 2020 peut entériner le déclin du vieux continent face à l'Asie et à l'Amérique du Nord, l'avenir peut marquer un renouveau de l'ambition francophone et européenne.

Nous nous situons à un point de bascule de l'histoire de la Francophonie et nous avons besoin de vous, chers amis roumains. Il nous faut de l'ambition et l'envie d'y croire. Adopter une posture défensive ne suffit pas. Soyons délibérément à l'offensive. C'est ce que je suis venu vous dire ici.

Après la Déclaration de Bucarest sur la langue française, j'appelle à la rédaction d'une Déclaration de Bucarest sur la réglementation du numérique. Aucun lieu ne serait plus approprié pour lancer une telle déclaration. La Roumanie, véritable Silicon Valley européenne, s'affirme comme une des places fortes de l'innovation technologique et numérique au sein de l'Union européenne.

Les acteurs francophones doivent travailler main dans la main. Nous devons soutenir les efforts actuellement engagés par l'Union européenne sous l'impulsion de Thierry Breton. Ensemble, nous pouvons faire front commun et gagner cette bataille.

Ensemble, nous pouvons renforcer la Francophonie au sein de l'Union européenne, renforcer la Francophonie à travers le monde et bâtir une Francophonie concrète, une Francophonie qui répondent aux aspirations des populations francophones.

A l'heure où nous célébrons le 400^{ème} anniversaire de Jean de la Fontaine, nous devons faire nôtre les mots du fabuliste français : « Diversité c'est ma devise », « Diversitatea este motto-ul meu ».

Vive la Roumanie !

Vive l'Union européenne !

Vive la Francophonie !

Je vous remercie. /